



## Déménagement et aménagement des biens meubles gouvernementaux

### Renouvellement de l'achat regroupé

**Québec, le 2 novembre 2015** – Dans le cadre de l'achat regroupé Déménagement et aménagement de biens meubles gouvernementaux, la Direction générale des acquisitions (DGACQ) du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) désire informer sa clientèle qu'elle a procédé à l'octroi de contrats aux prestataires de services suivants :

- Pour la région métropolitaine de Québec :
  - Rang n° 1 : 141273 Canada inc. (Monette Express)
  
- Pour la région métropolitaine de Montréal :
  - Rang n° 1 : Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc.
  - Rang n° 2 : Relocalisation Quali-T-Plus inc.

Les contrats sont en vigueur jusqu'au 29 octobre 2018, suivi de deux options de renouvellement d'une année chacune.



Il est à noter que la DGACQ adhère pleinement aux orientations du gouvernement en matière de développement durable. En ce sens, elle suggère aux prestataires de services d'adopter des pratiques écoresponsables afin de diminuer leur empreinte écologique. Voici des exemples de pratiques à adopter par le

prestataire de services :

- Maintenir en bon état l'ensemble de ses véhicules;
- Arrêter le moteur dès l'arrivée chez l'organisme membre;
- Ne laisser le véhicule en marche que lors du transport et non pendant le chargement et le déchargement;
- Utiliser autant que possible des équipements de manutention faits de matières recyclées, tels que barouches et chariots pour matériel informatique.

Les modalités d'achat applicables sont disponibles par le biais du portail d'approvisionnement (<http://www.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca>) à la section «Accéder au catalogue», sous la rubrique «Ameublement et déménagement».

Nous vous rappelons qu'en vertu de l'article 5(2<sup>o</sup>) des règlements liés à la Loi sur les contrats des organismes publics, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2012, seules les organisations publiques inscrites aux documents d'appel d'offres (voir liste en annexe) peuvent se prévaloir de cet achat regroupé. De plus, il est obligatoire pour toutes parties au regroupement de requérir les services auprès des prestataires de services retenus, et ce, aux conditions prévues au document d'appel d'offres.

Pour toute information, veuillez communiquer avec le personnel du service à la clientèle de la DGACQ au 418 643-5438 ou sans frais au 1 888 588-5438 ou par courriel à [ser.clientele@cspq.gouv.qc.ca](mailto:ser.clientele@cspq.gouv.qc.ca).

Source : Mélanie Roy, conseillère en acquisition  
Direction des achats regroupés

## IDENTIFICATION DES ORGANISMES PUBLICS OU DE TOUTES PERSONNES DE DROIT PUBLIC PARTIES À CET ACHAT REGROUPE

### DÉMÉNAGEMENT ET AMÉNAGEMENT DES BIENS MEUBLES GOUVERNEMENTAUX

1. Agence du revenu du Québec
2. Assemblée nationale
3. Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
5. Bureau de décision et de révision
6. Bureau du coroner
7. Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)
8. Centre de services partagés du Québec
9. Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
10. Comité de déontologie policière
11. Commissaire à la déontologie policière
12. Commissaire à la lutte contre la corruption
13. Commissaire à la santé et au bien-être
14. Commissaire à l'éthique et à la déontologie
15. Commissaire au lobbying
16. Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)
17. Commission d'accès à l'information
18. Commission de la capitale nationale du Québec
19. Commission de la fonction publique
20. Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST)
21. Commission de l'équité salariale
22. Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ)
23. Commission des partenaires du marché du travail
24. Commission des relations de travail
25. Commission des transports du Québec
26. Commission québécoise des libérations conditionnelles
27. Conseil Cris-Québec sur la foresterie
28. Conseil du statut de la femme
29. Conseil supérieur de la langue française
30. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
31. Curateur public du Québec
32. Directeur de l'état civil
33. Financière agricole du Québec
34. Fonds de recherche du Québec
  - Nature et technologies
  - Société et la culture
35. Fonds d'aide aux recours collectifs
36. Fonds des ressources naturelles
37. Fonds des ressources naturelles - volet aménagement durable du territoire forestier

38. Fonds d'information sur le territoire
39. Fonds vert
40. Institut de la statistique du Québec
41. Institut de technologie agroalimentaire
42. Institut national de santé publique du Québec
43. Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
44. Investissement Québec
45. Ministère de la Culture et des Communications
46. Ministère de la Famille
47. Ministère de la Santé et des Services sociaux
48. Ministère de la Sécurité publique
49. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
50. Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Exportation
51. Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
52. Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
53. Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
54. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
55. Ministère des Finances
56. Ministère des Forêts de la Faune et des Parcs
57. Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
58. Ministère des Transports
59. Ministère du Conseil exécutif
  - Cabinet du lieutenant-gouverneur du Québec
  - Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones
  - Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques
  - Cabinet du premier ministre
  - Direction générale de l'administration
  - Secrétariat à la communication gouvernementale
  - Secrétariat à la jeunesse
  - Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques
  - Secrétariat aux affaires autochtones
  - Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
  - Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime
  - Secrétariat général
60. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
61. Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
62. Musée de la Civilisation
63. Office de la protection du consommateur
64. Office des professions du Québec
65. Office Québec-Monde pour la jeunesse
66. Office québécois de la langue française
67. Protecteur du citoyen
68. Régie de l'assurance maladie du Québec

69. Régie de l'énergie
70. Régie des alcools, des courses et des jeux
71. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
72. Régie du logement
73. Secrétariat à la politique linguistique
74. Secrétariat à la Capitale-Nationale
75. Secrétariat du Conseil du trésor
76. Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)
77. Société des traversiers du Québec
78. Société d'habitation du Québec
79. Société québécoise des infrastructures
80. Sûreté du Québec
81. Tribunal administratif du Québec (TAQ)
82. Vérificateur général du Québec